ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 5 août 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 22 octobre 1960 portant statut du personnel auxiliaire de l'administration des postes", a donné le 13 août 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 5e augustus 1963 door de Minister van Posterijen, Telegraaf en Telefoon verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 houdende statuut van de hulpkrachten bij het bestuur der posterijen", heeft de 13e augustus 1963 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet a pour seul objet de modifier le texte néerlandais de deux dispositions de l'arrêté royal du 22 octobre 1960 portant statut du personnel auxiliaire de l'administration des postes en vue de mettre ce texte en concordance avec le texte français qui, invoque le préambule du projet, est celui qui correspond aux intentions du Gouvernement.

Selon les règles instituées par la loi du 18 avril 1898 et reprises par la loi du 31 mai 1961, les lois et les arrêtés royaux sont rédigés en langue française et en langue néerlandaise "sans prééminence de l'un des textes sur l'autre". Dès lors, "les divergences qui peuvent exister entre les textes français et les textes néerlandais sont résolues d'après la volonté du législateur déterminée suivant les règles ordinaires d'interprétation ... " (1)

Plutôt que d'abandonner au juge le soin de résoudre les difficultés d'interprétation qui risquent de résulter de la divergence entre le texte français et le texte néerlandais d'une disposition, le législateur ou l'auteur d'un règlement peuvent évidemment modifier le texte de la loi ou de l'arrêté pour y supprimer la divergence. C'est à cette dernière méthode que le Gouvernement a recouru en élaborant le présent projet.

Le projet écarte toute difficulté pour la période postérieure à son entrée en vigueur. Tous ceux qui seront appelés à faire application de l'arrêté se trouveront en présence d'un texte nouveau, dont aura été éliminée la divergence entre version française et version néerlandaise.

.../...

(1) Loi du 31 mai 1961, article 7.

Le projet concerne aussi la période qui s'est écoulée depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 22 octobre 1960 ou de l'arrêté modificatif du 30 avril 1962. Il a, en effet, un caractère interprétatif : en modifiant le texte néerlandais de certaines dispositions de l'arrêté du 22 octobre 1960 pour le mettre en concordance avec le texte français, les dispositions du projet impliquent que le Gouvernement entend attribuer dès leur origine aux premières dispositions le sens défini par le texte français. Au surplus, l'article 2 du projet donne expressément un effet rétroactif à celui-ci.

Il importe notamment d'observer que le pouvoir de contrôler la légalité des arrêtés royaux conféré par l'article 107 de la Constitution aux cours et tribunaux implique pour ceux-ci le pouvoir de déterminer le sens exact d'un arrêté royal. Un arrêté royal postérieur à caractère interprétatif ne peut avoir pour effet de réduire ce pouvoir.

En l'espèce, dans l'hypothèse où une contestation surgirait au sujet de l'application de l'arrêté royal du 22 octobre 1960 pendant la période antérieure à l'entrée en vigueur du projet, le juge conserverait le pouvoir de vérifier si l'interprétation donnée par le projet est bien exacte. C'est un des motifs pour lesquels les considérations invoquées au préambule du projet présentent un grand intérêt.

Le caractère interprétatif et rétroactif du projet en tant qu'il s'applique à une période révolue ne peut être admis que sous la réserve qui vient d'être formulée.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

Il serait préférable d'indiquer que le projet modifie exclusivement le texte néerlandais de l'arrêté royal du 22 octobre 1960.

Préambule.

Alinéa 2. Pour se conformer à l'usage, il y a lieu de faire mention de l'arrêté modificatif du 30 avril 1962.

Alinéa 5. Il semble préférable de ne pas faire état des "travaux préparatoires" de l'arrêté royal du 22 octobre 1960, qui n'ont pas de caractère public. Au surplus, il suffit d'invoquer le rapport au Roi qui est l'élément présentant l'intérêt le plus direct.

Article 1er du projet.

Il conviendrait d'insérer dans des articles distincts respectivement la modification apportée à l'article 46, alinéa 5, du texte originel de l'arrêté royal du 22 octobre 1960 et la modification apportée à l'alinéa 6 de l'article 47bis inséré par l'arrêté royal du 30 avril 1962. Cette solution se recommande d'autant plus que les deux dispositions modifiées sont entrées en vigueur à des dates différentes et que, par conséquent, les deux dispositions modificatives ne peuvent rétroagir à la même date (voir ci-dessous l'observation concernant l'article 2 du projet).

.../...

Article 2 du projet.

Conformément à l'usage, il y a lieu de scinder en deux articles la disposition exécutoire et la disposition fixant la date à laquelle l'arrêté produit ses effets.

La disposition modifiant le texte néerlandais de l'alinéa 6 de l'article 47bis ne peut évidemment rétroagir à une date antérieure à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 30 avril 1962 qui a inséré cet article. Il conviendrait de préciser en conséquence le texte énoncé à l'article 2 du projet.

Compte tenu des observations qui viennent d'être formulées, le Conseil d'Etat propose le texte ci-après :

ARRETE ROYAL MODIFIANT LE TEXTE NERLANDAIS DE L'ARRETE ROYAL DU 22 OCTOBRE 1960 PORTANT STATUT DU PERSONNEL AUXILIAIRE DE L'ADMINISTRATION DES POSTES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 22 octobre 1960 portant sta du personnel auxiliaire de l'administration des postes, modifié par l'arrêté royal du 30 avril 1962;

Vu l'arrêté royal du 20 janvier 1939 détermina le fonctionnement et les attributions du secrétariat pe nent de recrutement;

.../

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Considérant qu'il existe une divergence entre le texte français et le texte néerlandais de l'article 46, alinéa 5, et de l'article 47bis, alinéa 6, de l'arrêté royal du 22 octobre 1960; que, selon le texte français, le programme des épreuves instituées par ces articles "peut" comporter des matières se rapportant aux connaissances professionnelles exigées pour la fonction à exercer tandis que, selon le texte néerlandais, le programme "comporte (omvat)" ces matières;

Considérant qu'il résulte du rapport au Roi précédant ledit arrêté que le texte français est celui qui correspond aux intentions du Gouvernement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le texte néerlandais de l'article 46, alinéa 5, de l'arrêté royal du 22 octobre 1960, modifié par l'arrêté royal du 30 avril 1962, est remplacé par le texte suivant :

"In dat programma mogen vakken voorkomen die betrekking hebben op de vakkennis vereist voor het uit te oefenen ambt".

.../...

Article 2.-

Le texte néerlandais de l'article 47, alinéa 6, du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

"In dat programma mogen vakken voorkomen die betrekking hebben op de vakkennis vereist voor het uit te oefenen ambt".

Article 3.-

L'article 1er du présent arrêté produit ses effets à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 22 octobre 1960.

L'article 2 du présent arrêté produit ses effets à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 30 avril 1962 modifiant l'arrêté royal du 22 octobre 1960.

Article 4.-

Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp beoogt alleen de Nederlandse tekst van twee bepalingen van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 houdende statuut van de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen, terwille van de overeenstemming met de Franse tekst die, naar de aanhef verklaart, de bedoeling van de Regering juist tot uitdrukking brengt, te wijzigen.

Volgens de regelen neergelegd in de wet van 18 april 1898 en overgenomen door de wet van 31 mei 1961 worden de wetten en koninklijke besluiten in het Nederlands en in het Frans gesteld "zonder dat aan de ene tekst de voorkeur wordt gegeven boven de andere". "Eventuele verschillen tussen de Nederlandse en de Franse tekst worden opgelost naar de wil van de wetgever, die bepaald wordt volgens de gewone interpretatie ..." (1).

Liever dan de interpretatiemoeilijkheden waartoe een verschil tussen de Nederlandse en de Franse tekst van een bepaling aanleiding kunnen geven door de rechter te laten oplossen, kunnen de wetgever of de auteur van een besluit de tekst van de wet of van het besluit natuurlijk wijzigen om het verschil eruit weg te werken. Volgens deze laatste methode gaat de Regering met het ontwerp te werk.

.../...

(1) Wet van 31 mei 1961, artikel 7.

Het ontwerp ruimt alle moeilijkheden van de baan voor de periode die volgt op de inwerkingtreding van het voorgenomen besluit. Zij die van dit laatste toepassing zullen te maken hebben, zullen voor een nieuwe tekst staan waaruit het verschil tussen Nederlandse en Franse versie is weggenomen.

Het ontwerp geldt mede voor de tijd die is verlopen sedert de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 of van het wijzigingsbesluit van 30 april 1962. Het heeft immers een interpretatieve strekking : de wijziging van de Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het besluit van 22 oktober 1960 impliceert dat de Regering aan die bepalingen van den beginne de door de Franse tekst vastgelegde betekenis bedoelt te hechten. Daarenboven verleent artikel 2 van het ontwerp aan dit laatste uitdrukkelijk terugwerkende kracht.

Op te merken met name is, dat de bevoegdheid welke artikel 107 van de Grondwet aan de hoven en rechtbanken toekent om koninklijke besluiten op hun wettigheid te toetsen, de bevoegdheid insluit om de juiste betekenis van een koninklijk besluit te bepalen. Een later koninklijk besluit met interpretatieve strekking kan die bevoegdheid onmogelijk inperken.

Mocht nu omtrent de toepassing van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 tijdens de periode die aan de inwerkingtreding van het ontwerp voorafgaat betwisting ontstaan, dan blijft de rechter bevoegd om na te gaan of de door het ontwerp gegeven interpretatie de goede is. Om die reden precies zijn de overwegingen in de aanhef van groot belang.

.../...

De interpretatieve strekking van het ontwerp en de terugwerking over een verstreken tijdvak zijn alleen onder dat voorbehoud aanvaardbaar.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Verkieslijk ware te preciseren dat het ontwerp alleen maar de Nederlandse tekst van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 wijzigt.

Aanhef.

Tweede lid. Gebruikelijk is dat wijzigingsbesluiten in dit geval het koninklijk besluit van 30 april 1962, ook worden vermeld.

Vijfde lid. Naar de "voorbereidende werken" van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960, die geen openbaar karakter hebben, wordt beter niet verwezen. Men kan volstaan met een beroep op het verslag aan de Koning, welk gegeven het meest directe belang vertoont.

Artikel 1 van het ontwerp.

Aan de wijziging die in artikel 46, vijfde lid, va de oorspronkelijke tekst van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960, alsook aan die welke in het zesde lid van het bij het koninklijk besluit van 30 april 1962 ingevoegde artikel 47bis worden aangebracht, behoort telke

.../...

een afzonderlijk artikel te worden gewijd. Zodanige werkwijze ligt des te meer voor de hand daar beide gewijzigde bepalingen op verschillende datums in werking zijn getreden en de wijzigingsbepalingen dientengevolge niet tot dezelfde datum kunnen terugwerken (zie de opmerking hierna bij artikel 2 van het ontwerp).

Artikel 2 van het ontwerp.

Men splitse, zoals gebruikelijk is, de uitvoeringsbepaling en de bepaling tot vaststelling van de datum waarop het besluit uitwerking heeft.

De bepaling houdende wijziging van de Nederlandse tekst van het zesde lid van artikel 47bis kan vanzelfsprekend niet terugwerken tot een vroegere datum dan die waarop het koninklijk besluit van 30 april 1962, dat genoemd artikel heeft ingevoegd, in werking is getreden. De in artikel 2 van het ontwerp opgenomen tekst moet dienovereenkomstig worden verduidelijkt.

Met inachtneming van het aldus opgemerkte stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN DE NEDERLANDSE TEKST VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 22 OKTOBER 1960 HOUDENDE STATUUT VAN DE HULPKRACHTEN BIJ HET BESTUUR DER POSTERIJEN

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op artikel 66, tweede lid van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 oktober 1960

.../...

houdende statuut van de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 april 1962 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat ;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies ;

Overwegende dat de Franse en de Nederlandse tekst van artikel 46, vijfde lid, en van artikel 47bis, zesde lid, van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 van elkander verschillen ; dat het programma van de in die artikelen bedoelde examens, volgens de Franse tekst, vakken "mag (peut)" omvatten die betrekking hebben op de vakkennis vereist voor het uit te oefenen ambt terwijl het, volgens de Nederlandse tekst, zodanige vakken "omvat" ;

Overwegende dat blijkens het aan genoemd besluit voorafgaande verslag aan de Koning de Franse tekst de bedoeling van de Regering weergeeft ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en van Onze Minister van Posterijen, Telegraaf en Telefoon , en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De Nederlandse tekst van artikel 46, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 april 1962, wordt door de volgende vervangen :

"In dat programma mogen vakken voorkomen die betrekking hebben op de vakkennis vereist voor het uit te oefenen ambt".

Artikel 2.-

De Nederlandse tekst van artikel 47, zesde lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende vervangen :

"In dat programma mogen vakken voorkomen die betrekking hebben op de vakkennis vereist voor het uit te oefenen ambt".

Artikel 3.-

Artikel 1 van dit besluit heeft uitwerking m ingang van de dag waarop het koninklijk besluit van oktober 1960 in werking is getreden.

.../...

Artikel 2 van dit besluit heeft uitwerking met ingang van de dag waarop het koninklijk besluit van 30 april 1962 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 in werking is getreden.

Artikel 4.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en Onze Minister van Posterijen, Telegraaf en Telefoon zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

De Minister van Posterijen, Telegraaf en Telefoon,

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,

A. MAST, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,

R. de RYKE, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.